

ARRETE MUNICIPAL
AUTORISATION TEMPORAIRE LEVANT LES RESTRICTIONS DE CIRCULATION
POUR UN POIDS LOURD DE 14 TONNES,
CHEMIN DES VALENCES
LE 18 MARS 2025

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande du 12 mars 2025 établie par M. VILLEFEU, ceci concernant un déménagement 29 Chemin des Valences à Vaux-sur-Seine, avec un poids-lourd de 14 tonnes ;

Considérant que l'axe précité est limité aux véhicules jusqu'à 3,5 tonnes ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour permettre l'intervention des déménageurs d'autoriser le passage dudit poids lourd ainsi que son occupation sur le domaine public au droit du 29 Chemin des valences à Vaux-sur-Seine ;

ARRETE

Article 1 :

Le 18 mars 2025, entre 09h00 et 16h00, la restriction de circulation pour les poids lourds de plus de 3,5 tonnes est levée, uniquement pour le camion de déménagement de M. VILLEFEU Chemin des Valences. Ledit véhicule est autorisé à occuper le domaine public au numéro 29 de la même adresse à Vaux-sur-Seine.

Article 2 :

Le demandeur devra s'acquitter **d'une redevance d'un montant fixé à 35 €** pour la journée du 18 mars 2025 pour l'occupation du domaine public dès réception du titre de recette et après transmission au service des finances d'un relevé d'identité bancaire.

Article 3 :

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise aura la charge de la mise en place de la signalisation nécessaire du chantier.

En cas d'empiètement sur la chaussée, le demandeur veillera à réglementer la circulation par alternat si cela s'avère nécessaire, qui sera régulée soit par feux tricolores soit par hommes trafic.

Article 4 :

Les services de police devront prendre toutes les mesures nécessaires quant à la bonne exécution de cet arrêté.

Article 5 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine
- Monsieur VILLEFEU, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après transmission aux services de l'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à Vaux-sur-Seine, le 12 mars 2025

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

